

print

Après l'élection de Poutine et l'impasse syrienne : Retour vers la Guerre froide ?

De [Jean Geronimo](#)

Global Research, avril 26, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/apres-lelection-de-poutine-et-limpasse-syrienne-retour-vers-la-guerre-froide/5333029>

« La Russie n'est respectée et prise au sérieux que lorsqu'elle est forte et qu'elle se tient fermement campée sur ses positions »

Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie

Déclaration de politique étrangère [\[i\]](#) 27/02/2012

A l'heure de l'embrasement « démocratique » de l'Echiquier arabe, potentiellement contagieux à la périphérie post-soviétique, la Russie de Poutine redoute de nouvelles tentatives de déstabilisation extérieures destinées à *bloquer* son retour sur la scène mondiale.

Face aux nouvelles menaces grevant la zone d'influence russe, aux risques de propagation des récentes « révolutions » et en raison de l'impasse syrienne enfantée par les crises arabes, on peut craindre dans un avenir proche une **opposition frontale** entre les axes arabo-occidental et sino-russe ou, du moins, l'exacerbation de cette rupture entre les deux pôles dominants de cette crise géopolitique majeure.

Cette rupture semble d'autant plus irréversible que la « rébellion » anti-Assad, financée et armée de l'étranger, encouragée par sa *légitimité médiatique*, a très durement frappé, le 19 juillet 2012, le cœur politique de la Syrie : Damas – et, un peu plus tard, son cœur économique : Alep. Avec, à la clé, le massacre de citoyens et de loyalistes pro-Assad, étrangement occulté par les médias occidentaux. Depuis, c'est un engrenage sanglant et sans fin qui s'amorce, alimenté par des techniques terroristes : « le terrorisme arrive en tête des méthodes utilisées par l'opposition armée » [\[ii\]](#) a affirmé le 12 novembre 2012, Maria Zakharova, porte-parole du MID. Un point de *non retour* a été atteint.

Cette montée bipolaire des tensions est attestée par un ensemble de signes, dont la mise en scène savamment orchestrée de la réunion du 6 juillet 2012 des (faux) « Amis de la Syrie », destinée à donner une forme de légitimité politique à la rébellion. Cette réunion a été fort justement occultée par russes et chinois, en raison de décisions *pré-établies*, supervisées par le grand frère américain et unilatéralement focalisées contre la « sanguinaire dictature » Assad. Ces curieux « amis » se réfèrent de plus en plus (via la Ligue arabe) au chapitre VII des Nations Unies autorisant une intervention militaire et à l'idée (via la Turquie) d'instaurer un couloir d'exclusion aérienne en Syrie – voire, à terme, d'imposer (via la France) un gouvernement transitoire. Aujourd'hui, tout s'accélère et on note une *radicalisation* croissante des « Amis de la Syrie » avec, notamment, une condamnation redondante du régime syrien sur la scène médiatique des Nations Unies – tel un étrange ritualisme.

Selon un scénario déjà bien huilé, car expérimenté en d'autres circonstances marquées par la désinformation comme *pratique d'Etat instituée*, ces « amis » prônent l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution donnant la

possibilité d'un **recours à la force**. En fait, une telle action militaire pourrait se réaliser sans le feu vert onusien, dans l'hypothèse d'un gouvernement provisoire reconnu par l'Occident et apte, dès lors, à demander une « aide extérieure » sans l'aval du Conseil de sécurité. Une autre alternative – militairement peu viable – serait d'intervenir dans le cadre institutionnalisé de la Ligue arabe, sur la base d'une « force d'interposition ». De manière allègre, les diplomaties arabo-occidentales œuvrent en ce sens et, désormais, elles alimentent une forme de violence légitime, ouvertement dénoncée par Vladimir Poutine, le 26 septembre 2012 : « *L'incitation sous toutes ses formes à la violence pour le renversement d'un régime ne mène qu'à l'impasse. La violence engendre la violence* »^[iii].

En théorie, l'enjeu est d'assurer la paix civile mais, en réalité, d'amener l'instabilité syrienne à un **seuil critique** justifiant une intervention étrangère. Dans le même temps, il s'agit de défendre les intérêts géopolitiques des monarchies arabes liées aux pétrodollars et donc, à leur rente énergétique – intérêts étroitement corrélés à ceux des démocraties occidentales, enclines à redessiner à leur profit la carte énergétique de la région. En définitive, il s'agit aussi de redistribuer les *cartes politiques* dans le pays et, en conséquence, dans une région stratégique, au détriment de l'axe sino-russe. Un non-dit, certes politiquement correct, au service des intérêts américains.

L'objectif ultime et implicite de la coalition d'intérêts arabo-occidentale est donc d'éliminer le régime Assad (perçu comme excessivement « anti-américain ») contre l'avis des dirigeants chinois et russes, redoutant une **déstabilisation régionale** et l'arrivée au pouvoir des radicaux islamistes – qui pourrait, bientôt, gangréner leur propre espace politique. Ainsi, selon le ministère russe des Affaires étrangères, « (...) *les renseignements fournis par des acteurs extérieurs à l'une des parties en conflit risquent d'aggraver la crise en Syrie et de déstabiliser non seulement ce pays, mais aussi l'ensemble du Proche-Orient* »^[iv]. Cette montée de l'Islam radical (de l'extrémisme religieux, en général) est définie dans la pensée stratégique russe et, dès l'année 2000, – grâce à l'inflexion alors opérée par Poutine – parfaitement anticipée par son Concept de sécurité, comme une « nouvelle menace ». Une telle évolution est d'ailleurs amorcée au Moyen-Orient et, désormais, en Afrique – au Mali et au Nigeria pour commencer – comme *sous-produit collatéral* d'un « Printemps arabe » qui pourrait, in fine, s'étendre à la périphérie post-soviétique. Un **effet domino**, désormais incontrôlable et, paradoxalement, encouragé par l'Occident – prémices d'un « Hiver islamiste ».

Dans cette optique, et au regard de l'émergence de deux axes politiques antagonistes, impulsés par les leaderships américains et russes selon l'ancienne logique conflictuelle Est/Ouest, peut-on réellement parler de *retour* vers la Guerre froide ? Et, au final, la réélection de Vladimir Poutine, insidieusement contestée par la stratégie informationnelle de Washington, via ses ONG moralisatrices, ne va-t-elle pas accélérer cette évolution ?

Désidéologisation, dialogue de sourds et paix des braves : amorce d'un rapprochement ?

La disparition de l'Union soviétique, en décembre 1991, a précipité le recul des grandes **idéologies structurantes** du XX^e siècle, porteuses de visions révolutionnaires et émancipatrices, voire de croyances irrationnelles, pour les peuples opprimés.

Dans un premier temps, cette disparition a fait naître l'espoir d'un ordre mondial post-guerre froide plus égalitaire et enfin apaisé. Et certes, en dépit d'une certaine tension entretenue par la politique agressive des administrations Clinton et Bush,

renforcée par la double extension de l'OTAN et de son bouclier nucléaire à l'Est poursuivant **l'encerclement stratégique** de la Russie, la conflictualité américano-russe a semblé, alors, diminuer.

Toutefois, depuis le début des années 2000, avec le « prétexte » afghan et sous la poussée du *vent libéral* de l'histoire, porteur de valeurs morales supérieures au nom d'une troublante « destinée manifeste », on observe une intrusion croissante de l'axe OTAN-USA dans l'ancien espace soviétique, principalement en zones caucasienne et centre-asiatique. Moscou suspecte l'administration américaine d'instrumentaliser la *mouvance islamiste* pour éroder les bases historiques de sa domination et, au-delà, de sa légitimité dans cette région particulièrement convoitée. Elle redoute, notamment, une **contagion révolutionnaire** issue d'un « Printemps arabe » guidé de l'Etranger.

Dans cette optique, en créant de l'instabilité dans les parties musulmanes de la zone d'influence russe, les crises arabes sont une *opportunité* pour Washington d'y poursuivre son avancée et, par ce biais, bloquer le retour russe dans sa proche périphérie – considéré, par Moscou, comme le passage obligé et préalable de son retour sur la scène mondiale. Cette ingérence américaine dans les « révolutions » arabes, avec l'aide des monarchies du Golfe, est amèrement regrettée par V. Poutine. Selon lui, cette « *ingérence extérieure (...), ainsi que le caractère militaire de cette ingérence, ont contribué à une évolution négative de la situation* »^[V]. Dans la mesure où les grands axes traditionnellement « anti-russes » de la diplomatie américaine sont maintenus, le récent rapprochement initié par l'administration Obama doit donc être relativisé. En quelque sorte, une forme de paix « froide ».

En réalité, la relance du dialogue entre les deux anciens ennemis de la Guerre froide répond d'abord à la nécessité de s'entendre sur des points cruciaux exprimant des intérêts stratégiques communs. Ces derniers intègrent les nouvelles menaces *a-idéologiques* du XXI^e siècle, dont celles liées à la montée d'idéologies nationalistes, religieuses et identitaires surfant sur le levier terroriste. Ces intérêts sont, par définition, prioritaires et défendus dans le cadre d'une stratégie de long terme définie à l'échelle de l'Eurasie, montrant une redoutable cohérence et s'appuyant – si nécessaire – sur un ensemble de compromis temporaires entre *leaderships* concurrents. Au final, cette évolution a débouché sur un *équilibre d'intérêts* relativement fragile et faisant l'objet d'une renégociation permanente. En ce sens, l'équilibre géopolitique post-guerre froide est structurellement *instable*.

Aujourd'hui, une sorte de **pacte tacite** lie Américains et Russes : aide russe en Afghanistan (utilisation du couloir aérien russe, formation et armement des militaires afghans, fourniture d'hélicoptères de combat, transmission du « savoir-faire russe » dans la lutte anti-terroriste) *versus* intégration (via l'OMC) de la Russie à l'économie mondiale, reconnaissance formelle du leadership russe et de ses prérogatives en périphérie post-soviétique, non intervention militaire (officielle) de l'axe OTAN-USA en Syrie (au moins jusqu'à l'élection présidentielle américaine) et amorce d'une (apparente) collaboration américano-russe. Cette collaboration concerne d'une part, la lutte anti-drogue en Asie centrale (principalement en Afghanistan, matrice de la *narco-menace* grevant la périphérie post-soviétique) et d'autre part, la configuration finale du *bouclier anti-missiles* européen (perçu par Moscou comme une menace majeure pour sa sécurité nationale). Dans la continuité du soviétisme, cette collaboration *a priori* « égalitaire » octroie à la Russie un statut de **grande puissance** reconnue et respectée, participant pleinement à la construction du Nouvel ordre international.

Pourtant, ce pacte ne durera qu'un temps et il s'achèvera dès que la collaboration russe ne sera plus nécessaire pour Washington, sur les dossiers brûlants

menaçant son leadership sur l'Echiquier eurasién. Pour l'heure – et bien qu'il frise parfois la provocation –, *l'activisme* américain dans l'ancien espace soviétique reste dans des limites politiquement « acceptables » pour la Russie. Mais pour combien de temps, encore ? Jusqu'à la (probable) réélection de Barack Obama, cet activisme sera consciemment gelé à un niveau modéré ne heurtant pas les susceptibilités russes – prudence politique oblige.

Face à une redoutable puissance russe en reconstruction et avide de revanche contre son ennemi historique de la Guerre froide, Washington reste sur ses gardes.

Une forme atténuée et actualisée de la Guerre froide, dans un sens plus « stratégique »

Tendanciellement, les grandes puissances s'affrontent désormais sur l'espace eurasién, en vue du contrôle du **cœur névralgique** du nouveau monde, émergeant sous nos yeux.

Cet espace concentre, en effet, les ressorts actuels et futurs de la croissance mondiale, à travers l'extraordinaire montée en puissance économique, technologique et démographique des NPI d'Asie. Dans la mesure où les puissances américaine, chinoise et russe ont parfaitement compris le caractère inéluctable de cette évolution, la région Asie-Pacifique est logiquement devenue une de leurs *priorités stratégiques* – attestée par une présence militaire renforcée et perceptible, notamment, à travers l'intensification des manœuvres navales. Dans cette optique, tous les coups sont permis sur le vaste Echiquier eurasién devenu, aujourd'hui, le lieu privilégié des *stratégies manipulatrices* de puissances ambitieuses et prises dans une implacable course au leadership. Toutefois, l'hyperpuissance américaine a un avantage énorme qui biaise la confrontation géopolitique, au sens où elle en fixe les **règles du jeu**, tout en imposant l'agenda de l'OTAN en charge de la sécurité mondiale et dont les compétences historiquement sécuritaires ont été anormalement étendues à la *sphère politique*. Cette orientation a été confirmée par le secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rasmussen : « *Nos intérêts en matière de sécurité se trouvent ici en Europe, dans l'ensemble de l'espace euro-atlantique et dans le monde entier* »^[vi]. Ce que les russes dénoncent comme une « OTAN globale ».

Sur un plan plus économique, l'administration américaine verrouille les grandes orientations néo-libérales de la gouvernance mondiale grâce à son immixtion constante dans les principales instances décideuses : Banque mondiale, FMI, G8 et G20, OMC. Bien qu'en déclin tendanciel imputable à son incapacité économique à assumer l'interventionnisme issu de son leadership impérial^[vii], Washington cherche à « organiser » sa perte de puissance et à contenir les leaderships concurrents pour préserver les *bases structurelles* de son pouvoir sur la scène mondiale, en particulier, dans les espaces politiquement sensibles. En fait, cette priorité s'impose à l'administration américaine dès la fin des années 1990, comme le souligne à l'époque Zbigniew Brzezinski : « *La tâche la plus urgente consiste à veiller à ce qu'aucun Etat, ou regroupement d'Etats, n'ait les moyens de chasser d'Eurasie les Etats-Unis ou d'affaiblir leur rôle d'arbitre* »^[viii]. Dans ce but, conformément aux préconisations de Brzezinski, il s'agit surtout pour la puissance américaine de *freiner* le rattrapage économique opéré par les puissances russe et chinoise, synonyme, à terme, de menaces géopolitiques majeures. Une raison fondamentale est que ce rattrapage est le levier permissif du renforcement de leur puissance et de leur *réarmement accéléré* – particulièrement redouté par Washington, qui a fait officiellement de la Chine, sa première menace stratégique sur longue période.

Dans ses grandes lignes, la politique américaine s'exprime selon 3 axes, dans le

cadre d'une véritable **partie d'échecs** avec les russes et les chinois, européens interposés.

- D'abord, il s'agit de prendre le *contrôle des Etats stratégiques* – par leur position géographique et leur capacité de nuisance – de l'Eurasie, théorisés par Brzezinski sous l'expression « pivots géopolitiques ». Dans le cadre de mon analyse, je préfère plutôt parler de **nœuds stratégiques**. Le problème est que la plupart de ces « nœuds » se trouvent en périphérie post-soviétique, c'est-à-dire dans l'Etranger proche de la Russie, défini comme son pré-carré géopolitique. De manière globale, on peut considérer que l'Azerbaïdjan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan sont les nœuds prioritairement ciblés par Washington. En conséquence, il y a là les sources latentes d'une future conflictualité, au sens où l'expansion occidentale en vue du contrôle des nœuds stratégiques heurte ouvertement les intérêts russes, âprement défendus par la nouvelle orientation plus « nationaliste » et de reconquête de V. Poutine, au cœur de l'ancien espace soviétique. Ce dernier aspire à renouer avec la « grandeur russe », à son apogée sous le communisme – et, surtout, préserver les prérogatives « impériales » de la Russie dans sa proche périphérie, contre l'hostilité occidentale.

- Ensuite, il s'agit de contrôler *les couloirs et les grands axes énergétiques*, via une politique multi-vectorielle de rapprochement avec des Etats stratégiquement ciblés, principalement dans le Caucase et en Asie centrale. Z. Brzezinski affirme ainsi, sans aucune ambiguïté, que « nous devons nous efforcer délibérément d'instaurer des liens économiques plus nombreux et plus directs avec les pays d'Asie centrale en tant qu'exportateurs d'énergie »^[ix]. Cela explique, conformément aux recommandations de Brzezinski, la montée d'une véritable « guerre des oléoducs » (ou guerre des « tubes ») à l'échelle de l'Eurasie post-communiste et cherchant à exclure la Russie des itinéraires clés, des nœuds stratégiques et, donc, de l'Asie centrale, quels qu'en soient les coûts – poursuite, sous une forme réactualisée, du « Grand jeu ».

- Enfin, il s'agit de *surfer sur les conflits régionaux* (dont les crises yougoslave, kosovare, afghane, arabes, syrienne...) en vue de les intégrer dans une stratégie plus globale de déstabilisation des pouvoirs locaux potentiellement hostiles et, en cela, s'opposant à la volonté américaine d'extension de sa zone d'influence. Cette stratégie, parfois relayée par des ONG anglo-saxonnes, voire par des institutions internationales, a été appliquée à la lettre contre le régime de Kadhafi et très vite généralisée au Moyen-Orient. Ce que Moscou appelle le « scénario libyen », légalisé par de belles idéologies humanitaires et progressivement mis en œuvre en Syrie, en dépit de ses efforts diplomatiques sur la scène onusienne : « certains pays ont éliminé le régime libyen grâce à l'aviation, en se protégeant derrière des slogans humanitaires. Et l'apothéose a été atteinte lors de la scène répugnante du lynchage barbare de Mouammar Kadhafi. Il faut empêcher de réitérer le scénario libyen en Syrie »^[x]. Un signal fort envoyé par la Russie aux occidentaux – et surtout, une ligne rouge à ne pas franchir.

A la base, la réussite de la stratégie américaine s'appuie sur le contrôle et la **manipulation** de l'information couvrant les zones de conflits qui, au final, rend moralement juste et surtout, *nécessaire*, l'ingérence extérieure – avec, le plus souvent, l'action décisive de la CIA, comme il y a peu en Syrie.

En ce sens, l'information a une fonction clé dans la stratégie d'ingérence américaine.

L'information, comme arme politique au cœur des stratégies d'ingérence

Tendanciellement, comme l'a démontré Noam Chomsky, l'information est un des leviers privilégiés de l'administration américaine dans la déstabilisation des régimes potentiellement « ennemis » ou « gênants »[\[xi\]](#).

Cette fonction politique de l'information a été parfaitement vérifiée à partir des années 90, lors de l'implosion de l'ex-Yougoslave (élimination du président serbe Milosevic), des « croisades » anti-terroristes successives en Irak (élimination de Saddam Hussein) et de la « guerre d'Afghanistan » inaugurée en 1979, avec la déstabilisation d'un régime communiste et pro-soviétique (puis poursuivie en 2001, avec la croisade morale de G.W. Bush promettant le « paradis libéral »). On peut même remonter au coup d'état de 1973 contre le président chilien Salvador Allende, faussement accusé d'affamer son peuple – ancêtre des actuelles « révolutions », visant alors à stopper la contagion communiste avec la CIA comme vecteur de désinformation et qui, aujourd'hui, semble particulièrement active en zones caucasienne et centre-asiatique. Sans parler, naturellement, des « révolutions » arabes qui, étrangement, préservent les monarchies pétrolières du Golfe, pourtant loin d'être les premières démocraties de la région. De curieuses révolutions, à *géométrie variable*.

De telles manipulations ont été le moteur des « révolutions colorées » d'inspiration néo-libérale en ex-URSS, dans les années 2000 (Géorgie, Ukraine, Kirghizstan) et auparavant, en Europe de l'Est, lors de la « chute du mur » en 1989 (Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie), qui marquent un sensible *déclin international* de la Russie. Depuis la fin de l'Union soviétique, ce déclin a donc été précipité par l'activisme politique américain en périphérie post-soviétique, sous couvert d'aides au développement économique et démocratique, en vue du « roll back » (reflux) de la puissance russe comme *radicalisation* du « containment » (endiguement) de Guerre froide. Troublantes permanences.

Ce **devoir d'ingérence** a été institutionnalisé, sous la pression de l'axe USA-OTAN, comme nouvelle *norme* informelle de la régulation internationale axée sur l'usage « hypertrophié » de la force, pour reprendre le terme de V. Poutine. Dans son brutal avertissement de Munich, ce dernier affirme notamment : « *Nous sommes en présence de l'emploi hypertrophié, sans aucune entrave, de la force – militaire – dans les affaires internationales, qui plonge le monde dans un abîme de conflits successifs. Par conséquent, aucun des conflits ne peut être réglé dans son ensemble. Et leur règlement politique devient également impossible* »[\[xii\]](#). On observera que, tendanciellement, la position russe privilégie une résolution politique – et non militaire – des conflits. Sur le « Printemps arabe », Moscou reste ainsi fidèle à sa position munichoise qui, contrairement à la vision conjoncturelle et opportuniste de l'Occident, s'appuie sur une approche *structurelle et globale* – donc cohérente sur long terme – de la crise.

Cette dérive de la gouvernance néo-libérale, porteuse virtuelle d'instabilités à l'échelle internationale, est donc officiellement et régulièrement dénoncée depuis le célèbre discours de Munich en 2007. Les prochains Etats ciblés par cette stratégie d'ingérence semblent être la Syrie et l'Iran pour lesquels on prépare, avec allégresse, les raisons d'une future intervention occultant la *légitimité onusienne* sur la base, d'une part, d'une vision humanitaire arbitraire et, d'autre part, d'une politique de communication soigneusement « orientée ». De ce point de vue, sous l'impulsion de l'Arabie saoudite et du Qatar, comme surprenante avant-garde de la « démocratie » arabe, les « Amis de la Syrie » auront un rôle décisif à jouer dans le destin de la « révolution » syrienne – avec, naturellement, la bénédiction américaine. Une manipulation programmée.

Le précédent irakien (comme le drame syrien, avec le rôle politique clé de l'OSDH)

montre bien, à quel point, on peut « fabriquer » des preuves dont la fiabilité est reprise, sans *aucun contrôle* des sources, par les médias occidentaux – par exemple, le supposé « soutien militaire » russe au président Assad, renforcé par la participation active de « conseillers » ; les « massacres répétés » de civils par les armées libyennes et syriennes (2012) ; l'existence « d'armes de destruction massive » en Irak (2002), de « camps de concentration » en Serbie (1992), « d'immenses charniers » à Timisoara (Roumanie, 1989) et, plus loin encore, « l'intervention imminente » de l'armée rouge dans la Pologne pré-révolutionnaire de Solidarność à la fin des années 80... Dans la plupart des cas, ces ***mensonges d'Etat*** ont justifié, dans une phase ultérieure, une action militaire – ou une ingérence indirecte, via des ONG – visant à renverser le pouvoir en place ou, du moins, à *influencer* sur le cours politique. Pour plus de « démocratie ».

Début juillet 2012, cela a poussé V. Poutine à prendre des mesures contre les ONG guidées de l'étranger et jouant, selon son expression, un rôle effectif « d'agent d'influence » dans la vie politique russe – ce qui est perçu comme une ingérence inadmissible et, au-delà, comme une atteinte à la *souveraineté* nationale de la fédération de Russie. La responsable de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton, s'est empressée de condamner cette dérive « autoritaire et anti-démocratique » du Pouvoir russe qui, selon elle, empêchera le développement de la société civile. Désormais, au regard de la loi russe, sont considérées comme « agents de l'étranger » les ONG bénéficiant d'un financement étranger et menant une activité politique. Juste retour des choses.

L'objectif implicite de la stratégie occidentale de *désinformation* est d'éroder, d'une part, la légitimité politique intérieure de V. Poutine et, d'autre part, la domination russe dans sa zone historique, en mettant en cause son soutien à des « dictatures » (Iran, Libye, Syrie, Biélorussie, Kazakhstan) mises *hors la loi* de la vie internationale et, par ce biais, affaiblir ses alliances traditionnelles. Avec le développement accéléré mais incontrôlé des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), on assiste à une véritable « guerre de l'information » – qui renforce la stratégie de « soft power », via les révolutions internet. Sans ambages, le discours de politique étrangère de V. Poutine dénonce la mise en œuvre d'une telle stratégie sur l'Echiquier arabe : « *Le Printemps arabe a également mis en évidence l'utilisation particulièrement active des technologies avancées de l'information et de la communication dans la formation de l'opinion. On peut dire qu'Internet, les réseaux sociaux, les téléphones portables, etc. se sont transformés, avec la télévision, en un outil efficace aussi bien de la politique nationale qu'internationale* »[\[xiii\]](#).

Plus loin, dans son discours, qui vise implicitement les puissances occidentales, le président russe condamne des manipulations évidentes conduisant, au final, à utiliser l'information comme ***levier de la politique étrangère*** : « *On emploie de plus en plus souvent la notion de "puissance douce" (soft power), un ensemble d'outils et de méthodes pour accomplir des tâches de politique étrangère sans utiliser les armes, grâce à des leviers informationnels et autres. Malheureusement, ces méthodes sont souvent utilisées pour encourager et provoquer l'extrémisme, le séparatisme, le nationalisme, la manipulation de la conscience de l'opinion publique et l'ingérence directe dans la politique nationale des Etats souverains* »[\[xiv\]](#). En tant que vecteur d'un nouveau type d'action idéologique et d'une forme de spontanéité incontrôlable par les régimes autoritaires centralisés, l'information devient donc une redoutable ***arme politique***. Poutine l'a, récemment, appris à ses dépens.

Cette insidieuse stratégie a été observée il y a peu en zone *post-soviétique*, notamment au Kazakhstan en décembre 2011, pays clé de l'Asie centrale,

richement doté en énergies (étrange coïncidence) et dirigé par le leader pro-russe Nazarbaïev. Bien qu'aimé de son peuple, celui-ci est honteusement et injustement qualifié de « dictateur » par un Occident totalement *déconnecté* des réalités locales et ignorant la pression croissante exercée par la « menace islamiste ». Fin août 2012, l'Ouzbékistan a été (curieusement) réintégrée par l'administration Obama parmi les Etats « politiquement corrects », c'est-à-dire, respectant les droits de l'homme, dans la seule optique d'y réinstaller une base militaire après son départ d'Afghanistan en 2014. Sous G.W. Bush, pour des raisons politiques (isoler Moscou) et énergétiques (tracé des tubes) impliquant le renforcement de leur partenariat, l'Azerbaïdjan de la sanglante dynastie Aliev a été qualifiée par Washington « d'Etat-modèle » sur le chemin de la démocratie – troublant, tout de même. La politique (américaine) a ses raisons, que la morale ignore...

De manière hautaine et redondante, l'Occident continue de donner des leçons de démocratie à des Etats dont les dirigeants font face à la violence meurtrière et aveugle de l'Islam radical – dont le leitmotiv est l'application « démocratique » de la Charia, peu regardante sur le droit des femmes et des droits humains, en général. Bien que répondant à un autre objectif, les récentes ingérences occidentales dans les dernières élections russes, via des ONG à financement américain comme Golos (« Voix »), chargées du contrôle de leur légalité, s'inscrivent dans cette stratégie permanente de **désinformation**. Le cas syrien – avec, cet été, la rumeur (déjà « rodée » en Irak) sur l'utilisation par le pouvoir d'armes chimiques contre la rébellion – en est la parfaite illustration. Inquiétante inertie.

Lorsque G.W. Bush a lancé sa seconde « croisade » en Irak, au printemps 2003 – pour éliminer un régime autrefois ami mais devenu, soudain, terriblement gênant –, il a d'ailleurs reconnu que la première guerre à gagner était celle de *l'information*. Terrible et révélateur aveu.

Emergence d'une Guerre tiède multidimensionnelle, comme nouvelle forme de conflictualité centrale

Ainsi, à l'aube incertaine du XXI^e siècle, la nouvelle guerre « tiède » qui émerge n'est plus centrée sur des variables idéologiques et une vision du monde messianique, mais davantage sur des *variables stratégiques et multidimensionnelles*, dans le cadre d'une politique désormais centrée sur la défense des intérêts nationaux – élargis à l'espace de domination. Nouveau réalisme oblige.

Malgré tout, l'objectif ultime de la Guerre froide est resté dominant et axé sur *l'élargissement des zones d'influence*, progressivement érigées en « protectorats » politiques considérés comme espaces réservés, c'est-à-dire comme zones potentielles d'intervention. Dans ce but, on assiste à la création ou au renforcement d'alliances géopolitiques (Chine-Russie versus Europe-USA) et de coalitions politico-militaires (OCS versus OTAN). Autrement dit, en raison des maladresses occidentales, on assiste à une inflexion clairement *asiatique* de la politique étrangère russe, qui n'hésite plus désormais, avec le soutien de Pékin (et parfois de l'Inde), à s'opposer frontalement à *l'unilatéralisme hautain* de la gouvernance mondiale néo-libérale, porteuse de la ***pensée unique***. Cela est attesté par l'attitude solidaire des russes et des chinois face aux « instabilités » arabes et par leur volonté de prévenir toute ingérence militaire de la coalition arabo-occidentale sous leadership américain, plus récemment en Syrie : « *Nous ne soutiendrons aucune ingérence étrangère ou autre prescription imposée* »[\[xv\]](#), a réaffirmé le chef de la diplomatie russe, S. Lavrov. D'autant plus que, dans le cas syrien, c'est la présence russe dans la région qui est en jeu – et, donc, de manière implicite, son *rapport de*

force avec Washington. Pour Moscou, les leçons yougoslave, irakienne et libyenne ont été retenues. Et cela suffit.

Ainsi, l'évolution géopolitique récente est marquée par le renforcement d'un **axe eurasiatique**, s'appuyant sur le rapprochement sino-russe doublement accéléré par la crise syrienne et l'hostilité du comportement occidental. Catalysé par un partenariat stratégique renforcé, l'axe sino-russe est élargi, d'une part, aux anciennes républiques soviétiques (dont celles d'Asie centrale, via l'OTSC) et, d'autre part, aux nouvelles puissances émergentes (dont l'Inde, via l'OCS). Sur un plan plus structurel, cet axe vise à rééquilibrer *l'asymétrie stratégique* mondiale au détriment de l'axe occidental qui, au contraire, cherche à renforcer cette asymétrie par l'extension d'un bouclier anti-missiles global dont un élément majeur sera implanté en Europe, aux portes de la Russie. En définitive, ce bouclier permettra d'exercer une *pression* permanente – un contrôle oppressant – sur une puissance russe hors normes et insaisissable, voire imprévisible, perçue depuis la Guerre froide comme structurellement « instable » et, en ce sens, potentiellement menaçante. Fondamentalement, la rationalité de l'axe eurasiatique est donc structurée *contre* l'axe occidental.

Dans ce contexte, les *nouvelles menaces* perçues par la Russie sont étroitement corrélées à l'évolution « anti-russe » de la stratégie occidentale post-guerre froide conduite en Eurasie : les dégâts collatéraux de la guerre d'Afghanistan et ses implications politiques en périphérie russe ; l'extension démesurée du rôle de l'OTAN et sa cooptation des anciens alliés de l'époque soviétique ; la menace de la composante européenne du bouclier anti-missiles américain et sa compression du potentiel nucléaire russe ; l'extension du « modèle » arabe dans l'espace politique russe en vue de sa déstabilisation, sous bienveillance occidentale ; la marginalisation et l'instrumentalisation de l'ONU dans la gestion des crises régionales, au profit de l'OTAN et contre les intérêts russes ; enfin, les tentatives de l'axe OTAN-USA de préserver son hégémonie politico-militaire dans le cadre du système unipolaire, en verrouillant la gouvernance mondiale et en freinant la montée des « émergents ». Dans son essence, une telle évolution exprime – principalement, à travers sa logique *d'encerclement* de la puissance russe – la trahison occidentale des promesses faites à l'Union soviétique en 1989, dont cette dernière reste l'unique héritière politique. Inutile gifle.

A terme, se posera le problème du nouveau **statut politique** de la Russie (et de la Chine) dans l'ordre mondial issu du post-communisme. Cette question se présente avec d'autant plus d'acuités que, selon la terminologie de G. Sokoloff, la Russie a, d'une part, quitté son statut de « puissance pauvre »^[xvi] hérité de la désastreuse transition post-communiste impulsée par B. Eltsine et responsable du « chaos russe »^[xvii] et, d'autre part, réussi à la fois la relance de sa croissance – supérieure au trend occidental – et la restructuration de son économie. Bien qu'encore trop dépendant de son potentiel énergétique, le développement de sa puissance économique donne désormais, à la Russie, une certaine crédibilité géopolitique sur la scène internationale. Pour Hélène Carrère d'Encausse, c'est l'émergence d'un « monde post-occidental »^[xviii] pluraliste qui est en jeu, marquée par le relatif déclin de l'Occident accéléré par la montée géopolitique de l'Asie. Dans cette optique, se posera aussi la nécessité d'une *réforme* dans un sens plus démocratique de la gouvernance mondiale, reflétant l'inflexion des rapports de force au profit des puissances émergentes des BRICS – bientôt suivies par les NPI d'Afrique, bénéficiant d'une forte croissance économique depuis la seconde moitié des années 2000, supérieure au trend occidental et qui explique un indéniable « rattrapage ».

En ce sens, sous l'impulsion de la Russie, c'est bien l'idée d'un *Nouvel ordre*

international centré sur l'ONU et (trop) longtemps espéré par le Tiers-monde, qui reprend une certaine actualité. Ce que le dernier président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, dès 1985, dans sa « Nouvelle pensée politique » (*novoe myslenie*), a appelé le **Monde multipolaire** et qui, très vite, est apparu comme le « pari perdu »^[xix] de sa réforme radicale connue, en Occident, sous le nom de « Perestroïka »^[xx] (restructuration). Cette notion de multipolarité a été reprise plus tard et popularisée par le « vieux soviétique », Evgueni Primakov, premier ministre (1998-1999) de la fédération de Russie sous Eltsine.

L'influence de Primakov a été décisive dans l'inflexion asiatique et « anti-américaine » de la diplomatie russe, dans l'optique de *démocratiser* la vie internationale et, surtout, de rompre avec le *suivisme* occidental de l'administration Eltsine^[xxi]. Amère désillusion.

Vers un point de non retour : l'émergence d'une Guerre tiède...

Au-delà, c'est aussi le statut de *l'arme nucléaire* dans le monde – et sa fonction structurante des grands équilibres géostratégiques – qui se jouera et qui a fondé, jusqu'à aujourd'hui, l'existence internationale de la Russie.

Cette configuration justifie la fonction *politique* de l'atome dans la **stratégie de puissance** de la Russie et, en cela, son rejet du projet anti-missiles américain au cœur de l'Eurasie, dans la mesure où il neutralise en partie sa force nucléaire stratégique et donc, érode sa *légitimité internationale*. Ainsi, selon V. Poutine, la fédération de Russie serait une cible potentielle du futur bouclier américain, « la défense anti-missiles (américaine en Europe) vise certainement à neutraliser le potentiel nucléaire russe »^[xxii].

En dépit de négociations de pure forme et d'illusoires promesses entretenues depuis le sommet de Lisbonne de novembre 2010, la Russie reste totalement exclue de ce projet. Ce qui, à terme, devrait la conduire à prendre des mesures de rétorsion « adéquates » et de réarmement accéléré, recentrées, – dans la continuité du soviétisme –, sur *l'alternative nucléaire* et sa logique de dissuasion. Cette alternative a été officiellement confirmée par le discours offensif du 23 novembre 2011 du président Medvedev, porteur d'un brutal avertissement contre l'unilatéralisme de la politique sécuritaire américaine : « J'ai ordonné aux forces armées d'élaborer des mesures pour détruire, si besoin, les moyens d'information et de commande du système de défense anti-missiles »^[xxiii].

Dans l'optique de compenser l'asymétrie stratégique créée par le futur bouclier américain, la réponse russe impliquera l'optimisation technologique de sa capacité de frappe nucléaire et conventionnelle et, en particulier, la conception « *d'armes de hautes précision* ». Ainsi, selon l'affirmation du ministre russe de la Défense, Anatoli Serdioukov, le 8 octobre 2012 : « Notre programme d'armement prévoit des solutions à plusieurs problèmes, y compris au bouclier anti-missiles américain »^[xxiv]. Comme un brutal retour en arrière, malgré Obama.

Selon Vladimir Poutine, la réélection éventuelle de Barak Obama en novembre prochain n'y changera rien. En effet, dans ses grandes lignes, la stratégie extérieure américaine reste soumise à un objectif *structurel*, totalement indépendant de la couleur politique de son administration et, en définitive, focalisé contre la **menace sino-russe**. Pour Brzezinski, il n'y a pas d'autre alternative et le président Obama, en suivant implicitement ses conseils, l'a parfaitement compris. En ce sens, les « révolutions » arabes sont, pour Washington, une réelle opportunité de poursuivre la marginalisation – dans le prolongement du « Roll

back » – de la puissance russe et, ainsi, sanctionner de manière définitive sa défaite de la Guerre froide. Ultime provocation.

L'involution syrienne, succédant à un « Été arabe » manipulé, nous conduit donc à un point de non retour. Dotée d'un potentiel gazier énorme et véritable **verrou politico-sécuritaire** du Moyen-Orient, la Syrie est aujourd'hui la cible privilégiée de puissances prédatrices – les enjeux énergétiques et géopolitiques, et non les Droits de l'homme, au cœur du « Printemps arabe ». Et cela, en dépit de l'appel solennel du président Poutine à ces dernières, de « *tirer les leçons* » de l'impasse actuelle de leur stratégie^[xxv].

Désormais, le président russe redoute un terrible hiver aux couleurs islamistes et, paradoxalement, illuminé par le soleil néo-libéral – retour vers la **Guerre tiède***. Tout est dit.

Fin d'un rêve ?

Jean Geronimo

Grenoble, le 12 octobre 2012

* Les crises arabes et leurs implications géopolitiques pour la Russie (dont la Guerre tiède), sont traitées dans le post-scriptum (50 pages) inséré dans la nouvelle édition enrichie de mon livre : « **La Pensée stratégique russe – Guerre tiède sur l'Échiquier eurasien : les révolutions arabes, et après ?** ». Préface de Jacques SAPIR, mars 2012, éd. SIGEST, code ISBN 2917329378.

Abréviation

NPI : Nouveaux pays industriels

CEI : Communauté des Etats indépendants

MID : Ministère russe des Affaires étrangères

OCS : Organisation de coopération de Shanghai

OSDH : Organisation syrienne des Droits de l'homme

OTSC : Organisation du traité de sécurité collective

BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud

Remarques

La CEI contient l'ex-URSS moins les Etats baltes et la Géorgie. Elle couvre 99% du territoire de l'ex-URSS et peut être considérée comme la **zone d'influence traditionnelle** de la Russie. Cette forme atténuée et désidéologisée de l'Union soviétique a une fonction essentiellement politique, quasi-symbolique, et elle s'inscrit dans la nécessité de préserver *l'unité* de l'espace post-soviétique. A la

disparition de l'URSS, la CEI a permis un « divorce à l'amiable » entre la Russie et ses anciennes Républiques, tout en préservant un fort *lien identitaire* entre ces dernières – dans le prolongement du soviétisme.

L'OTSC, qualifiée d' « OTAN russe », est une structure politico-militaire sous domination russe, selon la « tradition » soviétique. Elle vise à assurer une **défense commune** des Républiques les plus proches de Moscou – le « noyau dur » de la CEI – face aux menaces extérieures. Elle regroupe actuellement sept Etats : Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Russie et Ouzbékistan – qui couvrent près de 70% du territoire de l'ex-URSS. L'Ouzbékistan vient de quitter pour la seconde fois l'OTSC (une première fois en 1999, réintégration en 2006). Son objectif est de se rapprocher de l'axe OTAN-USA en vue de développer un partenariat économique-stratégique, plus sécurisant et financièrement plus intéressant que le paternalisme protecteur de la Russie. A terme, on peut prévoir le retour d'une base américaine en Ouzbékistan – et, peut être, au Tadjikistan, également très courtisé par le « protecteur » américain ». Dans cette hypothèse, la fiabilité, voire *l'existence* même de l'OTSC serait menacée et, par ce biais, le statut – donc le pouvoir – régional de la Russie.

L'OCS est une structure politico-militaire eurasiatique, dominée par l'axe sino-russe. Elle vise à renforcer la *stabilité* et la sécurité de l'Asie centrale, en prise aux « nouvelles menaces » alimentées par le chaos afghan, le « Printemps arabe » et la triple montée concomitante de l'extrémisme, du séparatisme et du nationalisme. Elle regroupe actuellement six Etats : Chine, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Russie et Ouzbékistan. L'Inde, le Pakistan et l'Iran (bientôt l'Ukraine) ont le statut de « pays observateurs » – véritable antichambre à l'adhésion à l'OCS. De manière implicite, cette organisation permet à la Russie d'avoir un **droit de regard** sur la politique chinoise, autrement dit, d'exercer une forme de contrôle soft sur un concurrent redoutable et qui, à long terme, deviendra une réelle menace pour son leadership en Asie centrale. Désormais, la Chine y exerce en effet une influence croissante, heurtant de plus en plus les prérogatives historiques de la Russie dans la région – et amorçant, de ce fait, un véritable « jeu à trois » entre les puissances américaine, chinoise et russe.

Jean Geronimo

Ce papier a été publié dans « Les Cahiers de l'IDRP » (Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix), revue trimestrielle, octobre 2012 (pp. 2-14).

Jean Géronimo : Spécialiste des questions économiques et stratégiques russes, Université Pierre Mendès France, Grenoble II

Contact : Jean.Geronimo@upmf-grenoble.fr

Notes

[i] <http://fr.rian.ru/discussion/20120227/193517992.html> : « La Russie et l'évolution du monde », article de V. Poutine sur la politique étrangère, 27/02/2012 – RIA Novosti.

[ii] <http://fr.ria.ru/world/20121012/196298074.html> : « Syrie : l'ONU ne doit pas se borner à condamner les attentats », MID, 12/10/2012 – RIA Novosti.

[iii] « Poutine appelle l'Ouest à “tirer les leçons” et cesser les ingérences », AFP, le 26/09/2012, 12:11:06.

[iv] <http://fr.rian.ru/world/20120828/195811790.html> : « L'aide occidentale aux rebelles déstabilise le Proche-Orient », MID, 28/08/2012 – RIA Novosti.

[v] <http://fr.rian.ru/discussion/20120227/193517992.html> : « La Russie et l'évolution du monde », article de V. Poutine sur la politique étrangère, 27/02/2012 – RIA Novosti.

[vi] <http://fr.rian.ru/world/20120705/195253563.html> : « L'OTAN joue un rôle clé dans la sécurité globale », A.F. Rasmussen, 5/07/2012 – RIA Novosti.

[vii] Kennedy P. (1988) : « The Rise and Fall of Great Powers », éd. Fontana Press.

[viii] Brzezinski Z. (2000) : « Le Grand échiquier – L'Amérique et le reste du monde », éd. Hachette.

[ix] Brzezinski in Brzezinski Z/Scowcroft B. (2008, p. 199) : « L'Amérique face au monde », éd. Pearson.

[x] <http://fr.rian.ru/discussion/20120227/193517992.html> : « La Russie et l'évolution du monde », article de V. Poutine sur la politique étrangère, 27/02/2012 – RIA Novosti.

[xi] Chomsky N. (2008) : « La Fabrication du consentement – De la propagande médiatique en démocratie », éd. Agone.

[xii] http://www.alterinfo.net/Discours-de-Vladimir-Poutine-prononce-le-10-fevrier-a-la-Conference-de-Munich-sur-la-securite-texte-integral_a6513.html : « Discours de Vladimir Poutine à la Conférence de Munich sur la sécurité », 10/02/2007 – Alter Info.

[xiii] <http://fr.rian.ru/discussion/20120227/193517992.html> : « La Russie et l'évolution du monde », article de V. Poutine sur la politique étrangère, 27/02/2012 – RIA Novosti.

[xiv] Op. cit.

[xv] <http://fr.ria.ru/world/20120628/195184294.html> : « Syrie : Moscou s'opposera à toute ingérence étrangère », S. Lavrov, 28/06/2012 – RIA Novosti.

[xvi] Sokoloff G. (1993) : « La Puissance pauvre – une histoire de la Russie de 1815 à nos jours », éd. Fayard.

[xvii] Sapir J. (1996) : « Le chaos russe », éd. La Découverte.

[xviii] Carrère d'Encausse H. (2011, p.305) : « La Russie entre deux mondes », éd. Fayard.

[xix] Gratchev A. (2011) : « Gorbatchev, le pari perdu ? De la Perestroïka à l'implosion de l'URSS », éd. Armand Colin.

[xx] Gorbatchev M. (1987) : « Perestroïka – Vues neuves sur notre pays et le monde », éd. Flammarion.

[xxi] Primakov E. (2009) : « Le Monde sans la Russie ? A quoi conduit la myopie politique », éd. Economica.

[xxii] <http://fr.rian.ru/world/20120203/193244359.html> : « Le bouclier anti-missiles américain vise la Russie », V. Poutine, 3/02/2012 – RIA Novosti.

[xxiii] <http://fr.rian.ru/world/20111123/192100867.html> : « Bouclier anti-missiles : Medvedev annonce des mesures de riposte », 23/11/2011 – RIA Novosti.

[xxiv] <http://fr.rian.ru/defense/20121008/196253574.html> : « Le programme d'armement russe apporte des réponses au bouclier US », A. Serdioukov,

8/10/2012 – RIA Novosti.

[\[xxv\]](#) « Poutine appelle l'Ouest à “tirer les leçons” et cesser les ingérences », AFP, le 26/09/2012, 12:11:06.

Copyright © 2013 Global Research